RÉPUBLIQUE FRANÇAISE — DÉPARTEMENT DE LA HAUTE-SAONE

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 5 MARS 1967

CIRCONSCRIPTION DE VESOUL

Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste

Electrices, Electeurs,

La Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste, qui regroupe le parti socialiste S.F.I.O., le parti radical socialiste, la Convention des Institutions républicaines, donnant ainsi l'exemple de l'union et de la simplification de la vie politique, propose au peuple de France un programme, réalisable dans les cinq années de la prochaine législature.

Elle invite chaque Française et chaque Français à participer à la lutte pour la démocratie, le progrès et la paix.

C'est en effet avec le concours de tous à l'œuvre commune que nous assumerons nos responsabilités d'hommes libres, égaux et solidaires et que nous instaurerons la République des citoyens.

Nous voulons,

— UNE SOCIÉTÉ DE CITOYENS LIBRES

et pour cela nous proposons :

- Une réforme constitutionnelle permettant de doter la France d'Institutions qui assurent la stabilité du gouvernement tout en respectant la démocratie et en permettant le contrôle parlementaire ;
- La liberté de l'information et l'indépendance de la Radio-télévision à l'égard de tous les pouvoirs ;
- L'abolition des restrictions au droit de grève et la reconnaissance des syndicats dans l'entreprise ;
- L'épanouissement des libertés des communes en leur confiant les moyens de gérer leurs propres affaires.

— UNE ÉCONOMIE DE PROGRÈS

et pour cela nous proposons :

- Un plan démocratique, discuté de la base locale au niveau national, décidé par le Parlement pour la durée de la législature ;
- La sélection des équipements financés par l'Etat, afin de réduire les dépenses improductives ou de prestige et d'augmenter la production dans les secteurs indispensables à un pays moderne.
- La nationalisation des industries de l'armement et de l'espace et le contrôle de celles qui vivent d'abord des crédits de l'Etat.
- La justice fiscale pour les artisans et les commerçants menacés par les monopoles.
- L'allègement des impôts pesant sur les bas revenus, par le relèvement de l'abattement à la base ;
- La suppression des exonérations pour les gros revenus et la lutte contre la fraude ;
- La lutte contre la spéculation sur les terrains, pour permettre aux communes de disposer des moyens nécessaires à une politique d'expansion, d'équipement et de logement ;
- La création d'une banque nationale d'investissements.
- Un aménagement du territoire qui permette une véritable décentralisation vers les régions industriellement sous-développées.

— UNE AGRICULTURE MODERNE

et pour cela nous proposons :

- La recherche de nouveaux débouchés pour les produits agricoles par l'unité politique de l'Europe, par l'élargissement du Marché Commun et par le développement de l'aide au Tiers Monde ;
- La hausse des revenus agricoles par la modernisation de la production, la réforme de la distribution. le développement de l'enseignement et l'association de l'agriculture aux industries alimentaires ;
- L'exonération de l'impôt sur le revenu pour les petits exploitants et la diminution de la T.V.A. pour les produits nécessaires aux agriculteurs ;
- Le développement de la coopération et de l'équipement collectif (eau, habitat, électricité, voirie), la lutte contre la hausse des prix du sol ;
- La création d'un office national de la viande pour le développement de l'élevage.
- La révision du prix de seuil d'entrée en France des fromages étrangers.

— LA JUSTICE SOCIALE

- **Le droit au travail** exige l'amélioration du pouvoir d'achat, le relèvement des salaires, traitements et retraites (notamment pour les catégories les plus défavorisées), la réduction progressive de la durée hebdomadaire du travail, la suppression des zones de salaires, l'indexation du S.M.I.G. sur le coût de la vie et sur la croissance de la production, le plein emploi et une politique préventive de reconversion, la négociation avec les syndicats sur les salaires réels et les conditions de travail ;
- **Le droit à la santé** exige l'extension et la modernisation du secteur public hospitalier, des salaires décents pour le personnel, une aide accrue à la recherche médicale, la généralisation des conventions entre le corps médical et la Sécurité Sociale, la création d'un contrôle des industries pharmaceutiques.

- **Le droit au logement** exige la construction de 600.000 logements par an, dont 350.000 logements sociaux, la prééminence de l'initiative publique en matière d'urbanisme, la création d'un organisme financier public accordant pour le logement des crédits de longue durée.
- **Le droit à la solidarité nationale** exige :
  — pour les handicapés, l'accroissement des crédits
  — pour la réadaptation,
  — pour les victimes de la guerre et les anciens combattants, le respect du rapport constant,
  — pour les rapatriés d'Algérie, l'indemnisation sur la base de la loi de 1946 (dommages de guerre),
  — pour les personnes âgées, l'abaissement de l'âge de la retraite et le relèvement des crédits du Fonds national de solidarité,
  — pour les familles, l'augmentation et l'unification des allocations familiales.

— LA PRIORITÉ DES PRIORITÉS A L'ÉDUCATION NATIONALE

et pour cela nous proposons :

- La revalorisation de la fonction enseignante,
- Le rétablissement de l'indépendance de l'Université et la concentration de tous les enseignements et de tous les services para-scolaires et de la jeunesse au sein d'un grand ministère de l'Education nationale,
- Le développement des constructions scolaires, notamment pour les écoles maternelles et l'enseignement technique,
- L'augmentation des bourses, notamment en milieu rural et l'allocation d'études dans l'enseignement supérieur,
- La gratuité effective de l'enseignement avant et pendant la scolarité obligatoire,
- La refonte et l'allègement des programmes pour une authentique démocratisation de l'enseignement,
- Le respect de la laïcité de l'école.

— UNE POLITIQUE DE LA JEUNESSE

et pour elle nous proposons :

- L'abaissement de la majorité civile et civique à 18 ans,
- La diminution de la durée du service militaire à 12 mois, puis à 8 mois,
- Le développement des institutions culturelles (maisons de la culture, maisons de jeunes, organismes populaires de voyage et de tourisme).

— LA PROMOTION DE LA FEMME

et pour cela nous proposons :

- L'abrogation des textes qui s'opposent à la maternité heureuse et volontaire pour toutes,
- Le respect du principe « A travail égal, salaire égal »,
- Le remboursement à 100% des congés de maternité,
- Le développement des équipements sociaux, notamment les crèches, les centres de protection maternelle et infantile, les écoles maternelles et les colonies de vacances,
- L'égalité juridique entre les époux et le libre accès des femmes aux emplois et fonctions.

— LA PAIX DANS UN MONDE ORGANISÉ

et pour cela nous proposons :

- La renonciation à la force de frappe atomique inefficace et ruineuse, la reconversion à des fins pacifiques de l'industrie atomique d'armement et la coopération atomique européenne et internationale en faveur des œuvres de paix.
- **Une action cohérente de la France en faveur** du désarmement général, simultané et contrôlé par la participation de notre pays à la Conférence de Genève, la signature des accords de Moscou sur la cessation des essais nucléaires et la proposition d'un plan de désarmement progressif et d'un accord général contre la dissémination des armes nucléaires.
- **Une action concertée de la France** en faveur de la sécurité collective et de la coexistence pacifique par la réforme de l'Alliance Atlantique, par un règlement négocié de la guerre au Vietnam, par un pacte européen et par la réunion d'une conférence mondiale.
- **Une action énergique de la France** pour la construction d'une Europe des peuples, garantie par l'élection au suffrage universel d'un Parlement européen, élargie à la Grande-Bretagne et aux Etats scandinaves, liée aux peuples de l'Est européen par des institutions communes.
- **Une action concrète de la France** en direction du Tiers Monde, tendant à assurer par une aide organisée internationalement les besoins des deux milliards d'êtres humains supportant toujours la faim et l'ignorance.

Citoyennes, Citoyens,

La Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste prend l'engagement solennel de réaliser au pouvoir le programme qu'elle vous présente.

En vous prononçant massivement pour ses candidats, le 5 mars prochain, vous vous prononcerez **pour la démocratie au service de l'homme, l'expansion au service de la justice et l'Europe au service de la paix.**

Electrices et Electeurs de la 1re Circonscription de la Haute-Saône,

Si vous voulez prendre en main votre destin, si vous souhaitez préparer à vos enfants un avenir meilleur, nous sommes prêts à vous aider, avec notre jeunesse, notre compétence et notre dynamisme, à donner à la Haute-Saône un visage neuf.

Votre sort vous appartient. A vous tous d'en décider, dès le premier tour de scrutin — le bulletin que vous placerez dans l'urne vous engagera jusqu'en 1972 — vous ne pouvez pas négliger ce geste. Votre vie des années futures en dépend.

Candidat :

Gabriel BERGOUGNOUX

Membre du Contre-Gouvernement.

Suppléant :

Jean HERBERT

Maire d'Autet. Président du Syndicat intercommunal d'Assainissement de la Vallée du Salon.

Vu les Candidats.

IMP. VÉSULIENNE, 6, RUE DE PONT, VESOUL